En général, les États maritimes comme les États-Unis, le Royaume-Uni, divers pays d'Europe occidentale et le Japon tiennent pour la limite des trois milles. Le Canada, pour sa part, de même que d'autres États relativement jeunes, est porté à réclamer juridiction, pour des fins limitées, au-delà de cette limite, non pas qu'il veuille toucher à la liberté de la haute mer, mais parce qu'il souhaite exercer une autorité plus directe sur les diverses richesses économiques des eaux qui l'avoisinent. A la première conférence de Genève, on s'est rendu compte qu'aux yeux de nombreux États la limite des trois milles ne pouvait être imposée comme règle universelle, puisqu'elle ne permettait pas de concilier les intérêts de certains États maritimes d'une part et les besoins essentiels des jeunes États et des États côtiers d'autre part.

Travail préparatoire de la Commission du droit international

La Commission du droit international en était venue à la même conclusion. Cet organisme, créé par l'Assemblée générale des Nations Unies et composé de juristes, a étudié pendant près de dix ans tous les aspects du droit de la mer; il a présenté ses recommandations dans un rapport en soixante-treize articles comprenant un projet de code relatif à presque tout le domaine du droit maritime. La Commission, dont les membres étaient d'accord sur presque tous les points de son rapport, n'avait pu, cependant, énoncer de recommandation précise en ce qui concerne la largeur des eaux territoriales. Elle posait en principe que, si les États n'étaient pas tous du même avis quant à cette largeur, du moins n'était-il pas permis par le droit international de porter la limite des eaux territoriales au-delà de douze milles. Elle reconnaissait comme fondamentalement légitimes les prétentions des États désireux d'exercer une juridiction douanière, fiscale ou sanitaire au-delà de la limite des trois milles. En conséquence, elle recommandait de permettre aux États l'établissement d'une zone contiguë de douze milles, mesurés à partir des lignes servant de bases, à des fins de contrôle douanier, sanitaire et fiscal. La Commission du droit international avait donc ainsi reconnu clairement que les États pouvaient exercer une juridiction sur une partie de la haute mer, à des fins particulières, sans avoir à repousser la limite de leurs eaux territoriales.

Les deux problèmes à la première conférence

Au début de la conférence, il fut présenté de très nombreuses propositions concernant l'étendue de la juridiction de l'État côtier sur les pêcheries et les eaux territoriales. A la clôture de la conférence, toutefois, deux méthodes fondamentales se détachaient quant à la façon d'aborder la question: l'une consistait à restreindre la largeur de la mer territoriale afin de maintenir le principe de la liberté de la haute mer, et d'accorder aux États côtiers une zone de pêche contiguë à leur mer territoriale et qui leur fût exclusive; l'autre était de permettre aux États d'atteindre leurs fins par l'élargissement de la mer territoriale.

Ces deux solutions furent incorporées dans quatre propositions principales,¹ dont aucune, cependant, ne rallia la majorité requise des deux tiers des voix.

¹ On trouvera les textes de ces quatre propositions dans les pages de l'Annexe.